

## HERVÉ LADSOUS EN RCA POUR PRÉSENTER LE NOUVEAU CHEF DE LA MINUSCA



UN Photo / MINUSCA

**L**e Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies, Hervé Ladsous, a effectué, du 5 au 8 septembre, une visite à Bangui, en vue de réitérer le soutien des Nations Unies à la République centrafricaine suite au départ de l'ancien chef de la Mission

multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), le Général Babacar Gaye, et présenter le nouveau Représentant spécial du Secrétaire général, Parfait Onanga-Anyanga aux autorités de la Transition.

►► Suite à la page 02

### SOMMAIRE

■ **Hervé Ladsous en RCA pour présenter le nouveau chef de la MINUSCA**

► page 01

■ **En bref** ► page 02

■ **Parfait Onanga-Anyanga fait le point sur les allégations d'exploitation et d'abus sexuels**

► page 04

■ **Droits de l'Homme : Zeid Ra'ad Al Hussein à Bangui pour mesurer les progrès accomplis**

► page 05

■ **La MINUSCA invite à la vulgarisation du projet de Constitution** ► page 06

■ **Un séminaire pour soutenir les efforts de lutte contre l'impunité en République centrafricaine** ► page 06

■ **La MINUSCA appuie la sensibilisation au pré-DDR à Birao** ► page 07

■ **Travaux à haute intensité de main d'œuvre (Thimo)** ► page 08

■ **Près de 2000 enfants séparés des groupes armés en 2015, selon la MINUSCA** ► page 08



UN Photo / MINUSCA /

« L'ancien Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, le Général Babacar Gaye, s'était déjà engagé avec énergie et détermination pour endiguer ce cycle de violence. Je saisis cette occasion pour rendre hommage à son travail et vous assure que son successeur Parfait Onanga-Anyanga va poursuivre dans la même lignée. », a-t-il indiqué.

Il s'est aussi agi pour Hervé Ladsous de mobiliser le personnel civil et militaire de la MINUSCA autour de la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels. En effet, commis par une infime minorité, ces actes rendent vain l'excellent travail accompli par une majorité consciente de sa mission.

Ce quatrième séjour de M. Ladsous en terre centrafricaine au cours de l'année 2015 intervenait un an après le transfert d'autorité de la MINUSCA. Aussi, a-t-elle été l'occasion de faire une évaluation à mi-parcours et de sensibiliser tous les partenaires aux nouvelles échéances électorales, à savoir, le referendum sur la nouvelle Constitution en octobre et les élections générales. Il s'agit « d'une phase qui

est cruciale. Il y a un calendrier et il faut tout faire pour s'y tenir », a affirmé, à ce propos, le chef des opérations de maintien de la paix. Au sujet du respect du calendrier électoral, Hervé Ladsous n'a pas manqué de rappeler que « nous sommes clairement sur la dernière ligne droite. Ces élections doivent se tenir à bonne date, avant la fin de l'année et correctement ».

Les autorités de la Transition rencontrées par le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies ont donné l'assurance que ces échéances seront tenues. Les questions liées au projet de Constitution et à la participation des réfugiés au vote étant résolues, Hervé Ladsous a déclaré « qu'il n'y aura pas de troisième transition ».

En plus de Bangui, le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies, a effectué une visite à Bambari (préfecture de la Ouaka), où il a décrété l'établissement d'une « zone sans arme », effective dès le 8 septembre 2015, à partir de 17h00.

La MINUSCA, a-t-il indiqué, « a pris

la décision d'établir une zone sans arme à Bambari afin d'assurer l'intégrité physique et la libre circulation de la population civile, ainsi que l'accès des travailleurs humanitaires aux populations vulnérables ». Cette décision fait suite à l'appel lancé le 6 septembre, par la population de Bambari à M. Ladsous pour davantage de protection contre les groupes armés sans distinction qui sévissent dans cette région.

M. Onanga-Anyanga apporte avec lui plusieurs années d'expérience qu'il a acquise dans le cadre des Nations Unies dans des régions affectées par des conflits, notamment en tant que Chef du Bureau des Nations Unies au Burundi (BNUB), et plus récemment en tant que Coordonnateur principal à l'échelle du système sur le Burundi avec rang de Sous-Secrétaire général, en plus de son rôle de Coordonnateur de la réponse du Siège de l'ONU à la crise causée par Boko Haram.

De 2007 à 2012, il a été Directeur de Cabinet de la Vice-Secrétaire générale de l'ONU, après avoir été Conseiller spécial des Présidents de la soixantième et de soixante et unième sessions de l'Assemblée générale, entre 2005 et 2007. Auparavant, il était Chef de Cabinet du Président de la cinquante-neuvième session de l'Assemblée générale. De 1998 à 2004, il avait occupé divers postes pour les questions politiques ou la gestion à la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires à Vienne et à New York. Il a débuté sa carrière en assumant les fonctions de Secrétaire par intérim du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale, puis au poste de Premier Conseiller pour le désarmement et les affaires politiques à la Mission permanente du Gabon auprès des Nations Unies à New York.

M. Onanga-Anyanga est titulaire d'un diplôme de troisième cycle en sciences politiques de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, en France, et d'une maîtrise en sociologie de l'Université Omar Bongo à Libreville, au Gabon. Né en 1960, il est marié et père de trois enfants •



## EN BREF

■ **L'ENREGISTREMENT DES ÉLECTEURS CONTINUE DANS L'AIRE OPÉRATIONNELLE 3 (OUEST DU PAYS)** et vient de démarrer dans l'aire opérationnelle 4 (diaspora) au Congo Brazzaville. Les autres pays concernés n'ont pas encore commencé. Dans l'aire opérationnelle 2 (Est du pays), l'enregistrement est pratiquement fini sauf dans quelques zones. Les équipes de l'ANE avec le soutien des Bureaux Electoraux Régionaux de la MINUSCA ont récupéré le matériel pour leur stockage au niveau des préfectures avant leur acheminement vers le Centre de Traitement des Données (CTD) à Bangui.

■ **LE CENTRE DE TRAITEMENT DE DONNÉES (CTD)** a commencé depuis le 7 septembre 2015 le traitement des données issues de l'enregistrement des électeurs de Bangui en vue de l'élaboration du fichier électoral. Les données des autres préfectures du pays seront acheminées au CTD en fonction de la fin de l'enregistrement des électeurs dans chaque préfecture.

■ **DÉBUTÉE EN JUILLET**, la campagne de sensibilisation pour le lancement des activités pré-DDR en faveur des groupes signataires de l'accord de Bangui se poursuit en septembre avec la sensibilisation des leaders des groupes armés à Bambari, Kaga-Bandoro, Ndele, Bria, Bouar, Bossangoa et Paoua. Durant ces missions de sensibilisation, les équipes ont insisté sur les mesures techniques de mise en œuvre du pré-DDR telles que le dépôt des armes dans des containers sur le principe de double cadenas, la mise en place du soutien alimentaire et l'interdiction du port d'arme.

■ **LA DIVISION DES DROITS DE L'HOMME A ENREGISTRÉ**, pour la première se-

maine de septembre, 50 incidents de violations ayant fait 48 victimes dont au moins cinq femmes et un enfant. De sources concordantes, les auteurs présumés de ces incidents sont les anti-Balaka, les ex-Séléka UPC / FDPC et des éléments de la Police et de la Gendarmerie.

■ **EN VUE D'APPUYER LA RESTAURATION DE L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT**, la MINUSCA a tenu une réunion consultative avec une équipe de représentants du ministère centrafricain de la Justice, afin de suivre les progrès accomplis dans la mise en œuvre du plan de redéploiement du personnel judiciaire dans les juridictions provinciales. Au terme des échanges, il a été convenu de la création d'un comité ad hoc composé de cinq membres, dont trois représentants du ministère de la Justice et deux représentants de la MINUSCA. Ce comité, qui sera présidé par le ministère de la Justice a pour but de proposer une stratégie réalisable pour rendre effectif le redéploiement des magistrats.

■ **DANS LE CADRE DU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ACTEURS JUDICIAIRES**, un cadre pédagogique de développement de modules pour la formation continue des juges d'instruction a été élaboré et transmis à l'Inspecteur général des services judiciaires. Ce dernier compte envisager de convoquer bientôt une rencontre avec les partenaires impliqués dans la formation des acteurs judiciaires afin de finaliser le processus d'élaboration des modules et établir le calendrier des sessions de formation.

■ **UNE ÉQUIPE DE 5 EXPERTS CIVILS DE LA MINUSCA** se sont rendus à Bria pour dispenser des formations aux troupes du Secteur Est. Ces

formations ont porté sur plusieurs domaines notamment la protection des civiles, la prévention contre l'exploitation et les abus sexuels, la discipline et la bonne conduite eu égard aux valeurs et principes des Nations-Unies.

■ **LA FORCE DE LA MINUSCA** continue à assurer l'escorte des convois commerciaux et des autorités nationales et internationales sur tous les axes du territoire centrafricain. Elle a escorté plus de 709 véhicules commerciaux sur la MSR1 depuis la fin de la grève des transporteurs. Parallèlement, elle a sécurisé les déplacements des équipes électorales dans leurs zones de responsabilités respectives.

■ **PLUS DE 2.600 PATROUILLES** ont été effectuées par la Force de la MINUSCA dans toutes les préfectures. Un accent particulier a été mis sur les axes et foyers de tensions tels que Bambari- Grimari, Sibut-Grimari-Dekoa -Kaga-Bandoro, Bria-Yalinga et Berberati-Nola.

■ **LE CONSEILLER POUR LES QUESTIONS DE POLICE AU DÉPARTEMENT DES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX**, Stefan Feller était en visite à Bangui du 9 au 12 septembre. Expert dans les domaines de la planification stratégique, des opérations et de l'élaboration des politiques, il était venu toucher du doigt les conditions de vie et de travail des Unités de Police Constituée (UPC) et évaluer la politique tolérance zéro en ce qui concerne l'abus et l'exploitation sexuels, les principes de l'utilisation de la force et en particulier la sécurisation des élections ●

## PARFAIT ONANGA-ANYANGA FAIT LE POINT SUR LES ALLÉGATIONS D'EXPLOITATION ET D'ABUS SEXUELS



UN Photo / MINUSCA / Archive

**L**e Chef de la MINUSCA, Parfait Onanga-Anyanga, a fait, ce 4 septembre 2015, un état des lieux complet sur les cas d'allégations d'exploitation et d'abus sexuels ainsi que les mesures prises pour mettre un terme à ce fléau. A la faveur d'une conférence de presse, il a annoncé, à ce jour, quatorze (14) cas d'allégation d'exploitation ou d'abus sexuels commis par le personnel des Nations Unies en RCA et qui ont été signalés à la MINUSCA.

M. Onanga-Anyanga s'est dit consterné par le nombre d'abus commis notamment envers des enfants nonobstant les efforts consentis par mettre un terme à ces délits, que le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon a qualifié de « *cancer de notre système* ». Effet, « *8 de ces 14 allégations sont des cas impliquant des mineurs de moins de 18 ans* ». Il a ainsi condamné dans les termes les plus forts tous les cas d'exploitation et d'abus sexuels et a exprimé toute sa sympathie aux victimes. « *En tant que fonctionnaire de l'ONU, en tant que père, j'ai du mal à dormir, sachant que les enfants*

*que nous sommes censés protéger peuvent avoir été abusés* » a-t-il martelé.

Parmi ces cas, douze (12) auraient été commis par des militaires, l'un implique la police et l'identité de l'auteur du quatorzième cas est encore inconnue. Chaque cas a été documenté et des enquêtes préliminaires ont été menées pour préserver les preuves. Pour les 12 cas impliquant des militaires, chaque pays contributeur de troupes a été informé et le déploiement d'enquêteurs nationaux a été requis. Pour six cas, des enquêtes sont déjà en cours par les pays contributeurs de troupes. Dans deux cas, la Mission mène elle-même les enquêtes car le pays contributeurs de troupes n'a pas envoyé un enquêteur national. Dans trois autres cas, des enquêtes conjointes Nations-Unies et enquêteurs nationaux sont en cours. Enfin, dans trois autres cas, le Bureau des services de contrôle interne a entrepris une enquête préliminaire afin de préserver les preuves.

Parfait Onanga-Anyanga a réaffirmé la détermination des Nations Unies

à amener les pays contributeurs de troupes et de police sous le commandement de l'ONU à tout mettre en œuvre pour que justice soit faite. A cet égard, le Secrétaire général, Ban Ki-moon, « *sollicite la collaboration sans équivoque des pays contributeurs de troupes, qui détiennent l'autorité légale première de poursuivre les auteurs de ces crimes odieux, afin de mettre un terme à ce fléau une fois pour toutes* ». Le Représentant du Secrétaire Général pour la Centrafrique a souhaité aller plus loin dans l'obligation d'accompagner le processus de guérison des victimes. A cet égard, il a appelé la communauté internationale, la société civile, les médias et les dirigeants de la RCA en partenariat avec la MINUSCA et la famille des Nations Unies, à envisager un programme de sensibilisation global de la société contre l'exploitation et les abus sexuels. Enfin, il a plaidé en faveur du développement de mécanismes d'information sur les allégations d'exploitation ou d'abus perpétrés par le personnel de la MINUSCA. ●

## DROITS DE L'HOMME : ZEID RA'AD AL HUSSEIN À BANGUI POUR MESURER LES PROGRÈS ACCOMPLIS

**L**e Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme Zeid Ra'ad Al Hussein, est arrivé à Bangui, le 1er septembre 2015 pour une visite officielle de quatre jours en République centrafricaine. Il s'agit de sa première visite en terre centrafricaine.

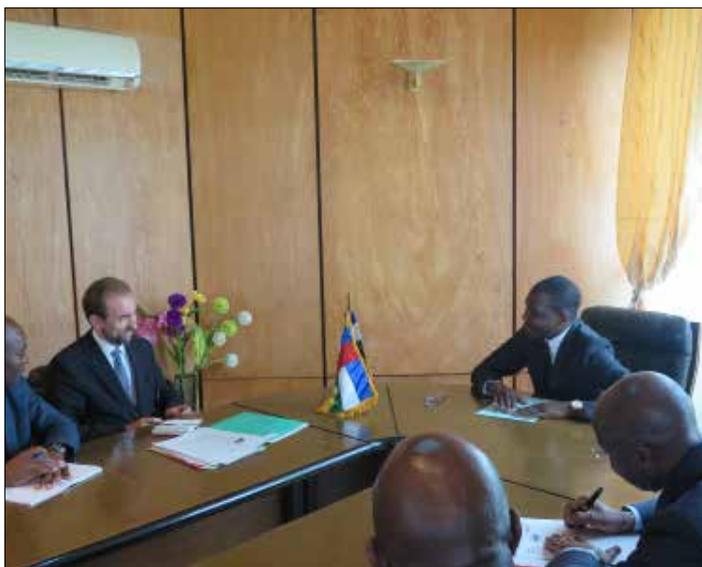
« *Je suis ici pour rencontrer tous nos partenaires en RCA à un moment crucial de l'histoire du pays. La situation mérite une grande attention de notre part* », a indiqué le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme, accueilli par le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, Parfait Onanga Anyanga.

Cette visite a permis de mesurer les progrès accomplis dans la mise en œuvre des décisions du Forum de Bangui et la mise en place du Tribunal pénal spécial ainsi que d'autres mécanismes pour la promotion et la protection des droits de l'Homme en Centrafrique.

« *Notre intention est aussi de réfléchir à des moyens robustes de faire le suivi des enquêtes sur les cas d'abus aux droits de l'homme en République*

*centrafricaine* », a également fait savoir Zeid Ra'ad Al Hussein. C'est la substance du message qu'il a partagé avec les autorités de la Transition.

Zeid Ra'ad Al-Hussein a, entre autres, visité le camp de déplacés de Mpoko, situé dans l'enceinte de l'aéroport de Bangui. Il a pu toucher du doigt les conditions de vie des hommes, femmes, enfants et jeunes qui y sont réfugiés depuis l'éclatement de la crise, en 2013, et apporter le soutien des Nations Unies. ●



# LA MINUSCA INVITE À LA VULGARISATION DU PROJET DE CONSTITUTION

UN Photo / MINUSCA / Archive



Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et chef de la MINUSCA, Parfait Onanga-Anyanga a invité, début septembre, tous les acteurs Centrafricains à s'investir dans la vulgarisation de la proposition de Constitution sur l'ensemble du territoire national en vue de permettre aux

citoyens de s'approprier le contenu de la loi fondamentale. «*Par cet acte, ils contribueront à restaurer l'ordre constitutionnel et consacreront le début d'une ère nouvelle pour la Centrafrique* » a-t-il dit le 30 août, après l'adoption par le Conseil national de transition (CNT) de la proposition de Constitution. Le chef de la MINUSCA a également salué le

franchissement de cette importante étape qui constitue une avancée «*incontestable* » dans le processus politique et l'édification d'un Etat de droit.

Parfait Onanga-Anyanga s'est félicité de la maturité politique dont ont fait preuve les Institutions de la Transition et les Forces vives de la Nation centrafricaine tout au long du processus d'enrichissement du projet de proposition de Constitution. Cette procédure établie par l'article 65 de la charte constitutionnelle aura, en effet, permis d'aplanir toutes les divergences sur les options fondamentales en vue de l'adoption d'une Constitution reflétant la volonté du peuple centrafricain pour la cohésion et la paix sociale.

Il convient de rappeler que l'adoption de la proposition de Constitution ouvre la voie à la tenue du référendum par lequel, le peuple centrafricain se dotera d'une loi fondamentale. ●

## LE SAVIEZ-VOUS ?

### LISTE ELECTORALE : LA BARRE DES 60% D'INSCRITS FRANCHIE

Le cumul partiel obtenu des données statistiques de l'enregistrement des électeurs dans l'ensemble du pays à la date du 8 septembre donne un total de 1.290.782 soit 61,58% des électeurs potentiels. Le nombre d'électeurs potentiels réfugiés est de 198000 selon le HCR. Ce chiffre est inclus dans le total national d'électeurs (2.096.147) attendus. ●

## UN SEMINAIRE POUR SOUTENIR LES EFFORTS DE LUTTE CONTRE L'IMPUNITÉ EN RCA

Organisé par la Division des droits de l'homme (DDH) de la Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation des Nations Unies en République centrafricaine (MINUSCA), le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, en coopération avec le Ministère centrafricain de la Justice chargée de la réforme judiciaire et des Droits Humains et celui de la Réconciliation Nationale, du Dialogue Politique et de la Promotion de la Culture Civique de la République centrafricaine, un séminaire international sur la lutte contre l'impunité s'est tenu du 2 au 4 septembre à Bangui.

« Je souhaite que cette juridiction soit rapidement opérationnelle ».

Zeid Ra'ad Al-Hussein

Cet évènement qui s'inscrit dans la continuité du Forum National de Bangui, troisième phase du processus de paix en RCA, a enregistré la présence du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme, Zeid Ra'ad Al-Hussein, en visite en République centrafricaine.

La rencontre visait tout d'abord à soutenir les efforts de lutte contre l'impunité en RCA tout en mettant en exergue la situation des victimes. Ensuite, il s'est agi de faire un état des lieux des réponses judiciaires (y compris la Cour pénale spéciale) et non judiciaires, apportées depuis le déclenchement de la crise dans le pays. Enfin, il a été question de formuler un ensemble

de propositions destinées à constituer les éléments d'une stratégie nationale globale de lutte contre l'impunité.

L'adoption récente de la loi établissant la Cour Pénale Spéciale chargée d'examiner les violations sérieuses des droits de l'homme et du droit international humanitaire, commises depuis 2003 en République centrafricaine, avec la participation de magistrats internationaux figure au nombre des avancées significatives en faveur de la promotion des droits de l'homme en RCA. «*Je souhaite que cette juridiction soit rapidement opérationnelle* », a indiqué Zeid Ra'ad Al-Hussein, avant d'encourager toutes les parties prenantes à soutenir les efforts visant à renforcer le fonctionnement des institutions judiciaires compétentes en République centrafricaine. ●

## LA MINUSCA APPUIE LA SENSIBILISATION AU PRÉ-DDR À BIRAO



UN Photo / MINUSCA / Archive

La Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations unies en République centrafricaine, Diane Corner, était à Birao le 12 septembre, dans le but de sensibiliser les ex-rebelles de ce mouvement sur la nécessité du pré-DDR et améliorer leur compréhension sur son processus. « *Nous appuyons le processus de paix en République centrafricaine. Tel est notre mandat ; et notre priorité est la protection des civils* », a déclaré Mme Corner qui était accompagnée pour l'occasion du directeur de la Division Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Rapatriement (DDRR), Khaled Ibrahim, du Haut-commissaire à la Primature, chargé du DDR et de la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS), le Lieutenant-colonel Noël Selessan, et du

Chef d'état-major de la Force de la MINUSCA, le Général Jacques De Lapasse.

La Représentante spéciale adjointe a, entre autres, échangé avec le Sultan de Birao, Ahmat Moustapha Angagbo, à la fois autorité traditionnelle, morale et religieuse. Au dignitaire, Mme Corner a expliqué l'objectif de sa visite, avant de saluer la contribution du Sultan au processus de paix en RCA, et son appui inestimable au retour à la cohésion sociale et religieuse. Car, dirait-elle, « *nous croyons que toutes les communautés doivent participer à part entière aux consultations électorales ; d'où la nécessité d'un climat de sécurité et de confiance qui passe par le dépôt des armes et le retour à une culture de paix* ». Le Sultan, pour sa part, s'est réjoui de l'amélioration du climat sécuritaire à Birao, grâce à l'action déterminante de la MINUSCA. Profitant de la présence de la représentante adjointe de la MINUSCA, il a dit son adhésion aux valeurs prônées par la Mission, mais déploré la grande pauvreté dans laquelle se trouve le département de la Vakaga, en général, et Birao, en particulier.

Autre temps fort de cette visite, la rencontre avec le contingent zambien qui sécurise la localité. Ultime moment d'échanges avec la Force sur l'état de sécurité, plutôt satisfaisant de la région, selon les soldats.

Rappelons que l'une des mesures phares dans le cadre du pré-DDR est le dépôt et l'entreposage des armes, en échange d'activités génératrices de revenus et de la mise en œuvre de Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre (THIMO), susceptibles d'occuper les ex-combattants. ●

## MEDIAS ET ELECTIONS : L'ONU RENFORCE LES CAPACITÉS DE PLUS DE 40 JOURNALISTES



UN Photo / MINUSCA / Archive

Un atelier sur le rôle des médias dans la conduite et la promotion des élections pacifiques en République centrafricaine s'est tenu du 7 au 9 septembre en vue du renforcement des capacités de plus

d'une quarantaine de journalistes venus de toutes les préfectures de la République centrafricaine.

Organisée par la MINUSCA, en étroite collaboration avec le bureau régional des Nations Unies en Afrique centrale, le Centre pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale, cette activité avait pour objectif, entre autres, de donner aux journalistes les clés leur permettant de mieux appréhender les enjeux et défis des élections en RCA. Il s'est également agi pour les professionnels des médias de comprendre le cadre juridique et le rôle des différents intervenants tout au long du processus et revisiter le rôle des médias dans la prévention des tensions électorales, la gestion des crises post-électorales et la promotion des droits de l'homme.

Au sortir de la formation, un code de bonne conduite des journalistes a été élaboré et vulgarisé, pour servir de boussole à l'activité journalistique lors des prochaines échéances électorales. ●

## TRAVAUX A HAUTE INTENSITÉ DE MAIN D'ŒUVRE (THIMO)

UN Photos / MINUSCA / Archive



### Bangui

Le second groupe des bénéficiaires des THIMO de réhabilitation du cimetière musulman de Boeing a démarré ses activités avec la suite des travaux d'assainissement du cimetière et environ. Plus de la moitié de la superficie du cimetière a été nettoyée et 1000m linéaire de

caniveaux le long de la route ont été curés

### Bria

L'assainissement de la ville de Bria, l'aménagement du site de cantonnement, la collecte de matériaux locaux, la production de briques et l'appui à la Mission se poursuivent. Afin de permettre aux bénéficiaires

d'évaluer objectivement l'activité choisie dans le cadre des activités génératrices de revenus, des ateliers d'information ont été organisés dans les domaines de l'élevage, du commerce et de la pharmacie.

### Bambari

Malgré la situation sécuritaire très instable, quelques activités urgentes ont été réalisées. Une équipe de 15 bénéficiaires a repris les travaux depuis le 1er septembre pour accélérer la coupe et la collecte du bois nécessaire à la cuisson de 25.000 briques déjà produites.

### Bouar

Le projet a embauché 305 personnes pour la mise en œuvre de 5 activités de nettoyage et d'assainissement. Les sites concernés sont l'école COTONAF, l'école préfectorale Garçons, l'école préfectorale Filles, la place de l'indépendance, la piste menant au village de Bea. ●

## PRÈS DE 2000 ENFANTS SÉPARÉS DES GROUPES ARMÉS EN 2015, SELON LA MINUSCA

UN Photos / MINUSCA / Archive



**L**e dialogue engagé en 2015 avec les groupes armés par la MINUSCA et ses partenaires a abouti à la séparation de 1.988 enfants des groupes anti Balaka et ex-Seleka, selon La section Protection de l'Enfant de la Mission.

En 2014, 2.807 enfants avaient déjà été séparés de ces mêmes groupes armés.

Ces échanges ont, par ailleurs, permis aux factions ex-Seleka, notamment, le Rassemblement pour la

réconciliation des Centrafricains (RPRC) et l'Unité pour la paix en Centrafrique (UPC), d'instruire leurs combattants sur la nécessité de ne plus recruter ou s'associer des enfants. Cette directive a été donnée à travers des « *Instructions de Commandement* », conformément à l'engagement signé en marge du Forum national de Bangui, le 5 mai 2015. A cette occasion, en effet, par 10 groupes armés avaient promis de ne plus recruter ou associer à leurs activités des enfants.

A travers sa section Protection de l'Enfant, la MINUSCA a pour mandat d'assurer la mise en œuvre des différentes résolutions du Conseil de Sécurité sur les enfants et les conflits armés. Elle veille à ce que les questions touchant aux enfants affectés par le conflit centrafricain reçoivent des réponses institutionnelles appropriées. ●